# COMPTE-RENDU

# SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 05 OCTOBRE 2026

| | |
|---|---|
| ***Convocation*** | ***01/10/2026*** |
| ***Affichage à la porte de la mairie*** | ***01/10/2026*** |
| ***Conseillers en exercice : 15*** | |
| ***Présents : 14 à l'ouverture de la séance puis 15*** | |
| ***Excusé/absent : 1*** | |
| ***Procuration : 1*** | |
| ***Votants : 15*** | |

L'an deux mil vingt-six, le cinq du mois d'octobre, à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, dûment convoqué le premier octobre deux mil vingt-six, s'est réuni en session ordinaire au nombre prescrit par la Loi dans la salle du conseil à la mairie, sous la présidence de Madame Martine CHAUVIN, Maire.

**Présents** : Martine CHAUVIN, Didier PETIT, Agnès GESLIN, Olivier GARDINOT-MILET, Sandra GAULTIER, Amaury ANTOINE, Anne-Lise BAUNEAU, Dominique BEAUDOUIN, Camille BERTHELOT, Mathieu BERTRAND (arrivé à 20h25), Gilles BUDKEWITSCH, Jean-Paul GUINEBRETIERE, Marc JARDIN, Véronique ONILLON, Catherine THOMAS

**Excusé :**

| Prénom et nom de l'élu | Motif de l'absence | Procuration à |
|---|---|---|
| Mathieu BERTRAND<br>Jusqu'à 20h25 | Professionnel | Jean-Paul GUINEBRETIERE |

**Secrétaire** : Olivier GARDINOT-MILET

**ORDRE DU JOUR :**

1) Désignation du secrétaire de séance
2) Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 31.08.2026
3) CCLLA : rappel de la répartition des compétences entre la commune et la communauté de communes
4) CCLLA : demande de subvention pour le plan-guide
5) CCLLA : approbation du plan pluriannuel prévisionnel d'investissements de voirie
6) Désignation d'un conseiller délégué aux Finances et représentant de la commune à la Commission Finances de la CCLLA
7) FINANCES : approbation du devis pour les tribunes de la salle de Sports
8) FINANCES : écriture de versements de crédits
9) FINANCES : écriture d'ordre pour les amortissements
10) FINANCES : écriture de régularisations
11) FINANCES : point financier et calendrier
12) SIEML : fonds de concours pour les opérations 25-253 et 25-257
13) TRAVAUX : point d'étape sur les différents chantiers
14) Plan Communal de Sauvegarde : mise à jour du fait du nouveau mandat
15) Plan Communal de sauvegarde : accompagnement de l'Association Départementale de Protection Civile (ADPC)
16) Plan Communal de Sauvegarde : délibération de principe pour créer une réserve communale de sécurité civile
17) ASTREINTE : information sur le fonctionnement
18) AMENAGEMENT : acquisition des parcelles AE-918, AE-614, AE-436, AE-920 et AE-919.
19) AMENAGEMENT : servitude de réseau dans la zone la Promenade
20) URBANISME : procédure de suivi des autorisations d'urbanisme

21) 3RD'Anjou : retour sur le Comité Syndical du 26/09/2026
22) COMMUNICATION : délibération de principe sur le projet d'accueil d'un stagiaire
23) Compte-rendu des COMMISSIONS COMMUNALES
24) Questions diverses

## 1 – Désignation du secrétaire de séance

Madame le Maire propose de désigner Olivier GARDINOT-MILET, secrétaire de séance.

**Approbation à l'unanimité (15 voix – 14 présents et 1 procuration)**

## 2 - Approbation du compte-rendu du conseil municipal du 31/08/2026

*Rapporteur : Martine Chauvin, Maire*

A ce jour pas de retour, ni de remarque particulière sur le dernier compte-rendu.

**Approbation à la majorité (14 voix) du compte-rendu du 31 août 2026,**
**Répartition :**
**Contre : 0**
**Contre : 1 abstention de Camille BERTHELOT, car non présente lors de cette séance**
**Approbation : 14 votes**

## 3 – CCLLA : rappel de la répartition des compétences entre la commune et la communauté de communes Loire Layon Aubance

*Rapporteur : Martine Chauvin, Maire*

Martine CHAUVIN présente le tableau du « Bien vivre au sein du territoire Loire Layon Aubance » avec le rappel de la répartition des compétences respectives : commune et CCLLA.
Ces compétences ont été détaillées à tous les élus communaux lors de séminaires organisés par la CCLLA, sous forme d'ateliers avec chaque vice-président et les chargés de mission correspondants.
13 conseillers municipaux de Beaulieu-sur-Layon y ont participé.

Les compétences ont été réparties en 5 grands blocs.

1- **Vivre**

***Pour l'item «se loger»*** : la commune a la compétence pour la construction, et la CCLLA celle pour prévoir et diversifier les logements par le biais du Plan Local de l'Habitat. En revanche, les questions d'adaptation des logements de rénovation sont des compétences partagées.

***Pour l'item «consommer» :*** la CCLLA, par le biais du Plan Alimentaire Territorial soutient la consommation et notamment les circuits courts, la commune le fait également par le biais du CIA pour la traversée de bourg

***Pour l'item «se connecter »*** : la compétence est entièrement intercommunale.

***Pour « se déplacer »*** : l'entretien de la voirie est de la compétence de la CCLLA avec un développement des modes de déplacements durables qui est commun aux deux.

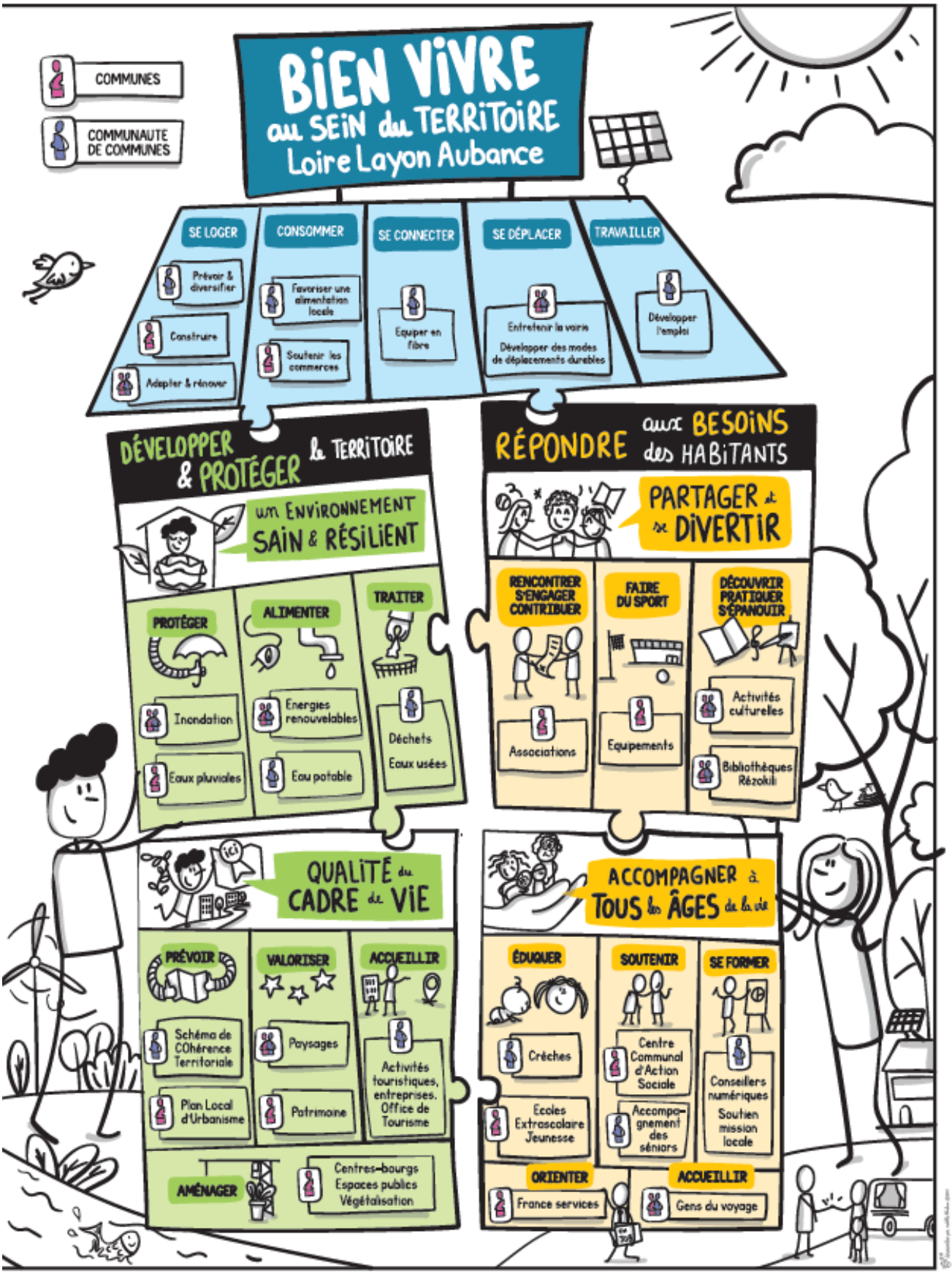
***Pour développer l'emploi*** : la CCLLA a seule la compétence.

2- **Développer et protéger le territoire : un environnement saint et résilient**

***Pour l'item « protéger »*** : les eaux pluviales sont de compétence communale, tandis que toutes les actions ayant attrait aux inondations sont partagées.

***Pour l'item « alimenter »*** : pour l'eau potable, seule la CCLLA est compétente, alors que pour les énergies renouvelables, les compétences sont communes.

***Pour l'item « traiter »*** : seule la CCLLA a la compétence pour le traitement des eaux usées et les déchets.


COMMUNES
COMMUNAUTE DE COMMUNES
BIEN VIVRE au SEIN du TERRITOIRE Loire Layon Aubance
SE LOGER
Prévoir & diversifier
Construire
Adapter & rénover
CONSOMMER
Favoriser une alimentation locale
Soutenir les commerces
SE CONNECTER
Equiper en fibre
SE DÉPLACER
Entretenir la voirie
Développer des modes de déplacements durables
TRAVAILLER
Développer l'emploi
DÉVELOPPER & PROTÉGER le TERRITOIRE
un ENVIRONNEMENT SAIN & RÉSILIENT
PROTÉGER
Inondation
Eaux pluviales
ALIMENTER
Energies renouvelables
Eau potable
TRAITER
Déchets
Eaux usées
QUALITÉ du CADRE de VIE
PRÉVOIR
Schéma de COhérence Territoriale
Plan Local d'Urbanisme
VALORISER
Paysages
Patrimoine
ACCUEILLIR
Activités touristiques, entreprises, Office de Tourisme
AMÉNAGER
Centres-bourgs
Espaces publics
Végétalisation
RÉPONDRE aux BESOINS des HABITANTS
PARTAGER et se DIVERTIR
RENCONTRER S'ENGAGER CONTRIBUER
Associations
FAIRE DU SPORT
Equipements
DÉCOUVRIR PRATIQUER S'épanouir
Activités culturelles
Bibliothèques Rézokili
ACCOMPAGNER à TOUS les ÂGES de la vie
ÉDUQUER
Crèches
Ecoles Extrascolaire Jeunesse
SOUTENIR
Centre Communal d'Action Sociale
Accompagnement des séniors
SE FORMER
Conseillers numériques
Soutien mission locale
ORIENTER
France services
ACCUEILLIR
Gens du voyage

**3- <u>Répondre aux besoins des habitants : partager et se divertir</u>**

***Pour l'item « protéger »*** : les communes soutiennent la vie associative locale.

***Pour l'item « faire du sport »*** : les équipements sont gérés par les communes.

***Pour l'item « découvrir, pratiquer, s'épanouir »*** : la commune et la CCLLA sont compétentes par le biais de Villages en Scène par exemple. Concernant la bibliothèque, c'est du ressort communal mais le réseau Rézokili est de compétence intercommunale.

**4- <u>Qualité du cadre de vie</u>**

***Pour l'item « prévoir »*** : pour le moment le Plan Local d'Urbanisme est du champ des communes, alors que document supra, le Schéma de COhérence Territoriale est de compétence intercommunale.

***Pour l'item « valoriser »*** : le patrimoine est de la compétence commune, contrairement au paysage qui est de l'intercommunalité, via par exemple la charte paysagère.

***Pour l'item « accueillir »*** : la compétence est de la CCLLA, avec notamment l'Office du Tourisme Intercommunal.

***Pour l'item « aménager » :*** la végétalisation, l'aménagement ainsi que les espaces publics des centres-bourgs sont dévolus aux communes.

**5- <u>Accompagner par tous les âges de la vie</u>**

***Pour l'item « éduquer*** » : les crèches sont gérées par la CCLLA, alors que les écoles, les services extrascolaires et la jeunesse sont communales.

***Pour l'item « soutenir »*** : les Centres Communaux d'Action Sociale sont du ressort des communes, comme le précisent leur nom ; en revanche l'accompagnement des aînés se fait par le biais du CLIC et à l'échelle intercommunale.

***Pour l'item « se former »*** : la communauté de communes par le biais des conseillers numériques accompagne les habitants à la formation des nouvelles technologies. Elle soutient également la mission locale.

***Pour l'item « orienter***» : les habitants peuvent être accompagnés par France Services, choix des communes, dans leurs démarches du quotidien.

***Pour l'item « accueillir*** » : l'accueil des gens du voyage est du ressort de la police du maire, mais la compétence, via le schéma directeur départemental des gens du voyage est du ressort de la CCLLA.

## 4 – CCLLA : demande de subvention pour le plan-guide *(DCM 2026-96)*

*Rapporteur : Olivier GARDINOT-MILET, Adjoint à l'Aménagement et au Développement*

La commune a engagé l'an dernier la réalisation d'un plan-guide, afin d'avoir une vue d'ensemble des différents projets possibles sur la commune. A ce stade, il s'agit bien d'une étude de projets.
Dans le cadre du Pacte Fiscal et Financier, un dispositif d'accompagnement des études de nouvellement urbain stratégique des centres-bourg de la Communauté de Communes Loire Layon Aubance, peut justifier d'une subvention. Le plan-guide en cours est donc éligible.

Le coût total prévisionnel de la dépense :

| Dépenses | Montant HT | Recettes | Montant HT | % |
|---|---|---|---|---|
| **Étude globale et élaboration du plan guide du centre-bourg** | 115 000 € | Commune de Beaulieu-sur-Layon | 110 000 € | 95,66 % |
| | | CCLLA – Fonds de soutien | 5 000 € | 4,34 % |
| **TOTAL** | **115 000 €** | **TOTAL** | **115 000 €** | **100 %** |

La subvention possible est plafonnée à 5 000€.
Agnès GESLIN s'interroge sur le montant alloué au regard de la dépense engagée par la commune. Il est symbolique par rapport au montant total.
Olivier GARDINOT-MILET précise que le montant est forfaitaire et non au regard des dépenses engagées.
Sandra GAULTIER et Martine CHAUVIN soulignent que la commune est bien actuellement dans une démarche d'étude et dans une phase de concertation, certains habitants ayant compris qu'il s'agissait d'un projet définitif, ont pu faire part de leur émoi.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, valident (à l'unanimité – 15 voix) la demande de subvention auprès de la CCLLA et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en application de cette décision.**

## 5- CCLLA : approbation de la proposition de plan pluriannuel prévisionnel d'investissement de voirie *(DCM 2026-97)*

*Rapporteur : Didier PETIT, 1er adjoint*

Didier PETIT présente ce dossier et indique que le travail a été réalisé en amont par la commission Voirie Bâtiments Espaces Verts, à partir d'une carte de la commune. Les travaux déjà réalisés ont été reportés dessus, puis dans un second temps tous les travaux souhaités.
Il est bien évident que tous ces désidératas ne pourront pas être réalisés tant du point de vue humain, technique, que financier.
La commission a ensuite reporté les éléments de la carte dans un tableau proposé par la CCLLA dans lequel sont indiqués par rue les objectifs du projet, et son explication, les enjeux attendus, les compétences, la surface projetée, la temporalité du projet et sa priorité. Au vu du linéaire, un budget envisagé est estimé.
Une réunion de présentation a été ensuite réalisée avec l'ensemble des membres du Conseil Municipal pour présenter le travail et abonder le tableau.

Ce travail est fait à l'échelle des 19 communes afin que la communauté de communes puisse avoir une vue d'ensemble des travaux de voirie à réaliser.
Ce document de travail va lui être adressé, puis chaque commune va être reçue par les services communautaires.

*Arrivée de Mathieu BERTRAND à 20h25*

Catherine THOMAS s'interroge sur les dates de priorisation.
Didier PETIT répond que les dates ont été mises en fonction de ce qui avait été indiqué en commission.
Olivier GARDINOT-MILET se questionne sur la temporalité définie du PPI voirie alors que le plan-guide n'est pas achevé. En termes de délais, il a notamment une inquiétude sur la Rue du Bel Air, avec les travaux à venir pour l'arrivée de nouvelles familles au Clos des Ecoliers.
Jean-Paul GUINEBRETIERE souligne que l'exercice est imposé à la commune par la CCLLA.
Martine CHAUVIN précise que l'on peut mettre la réserve d'Olivier GARDINOT-MILET dans notre tableau pour la CCLLA.

Didier PETIT ajout que rien ne va sortir avant le printemps 2027. Le plan-guide sera sorti avant la rencontre avec la CCLLA.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, valident (à l'unanimité – 15 voix) le plan pluriannuel prévisionnel d'investissements de voirie, avec la réserve d'attendre la conclusion du plan-guide pour rendre le tableau définitif et autorisent le Maire ou un Adjoint à retenir le document travaillé.**

## 6 – Désignation d'un conseiller délégué aux finances et représentant de la commune à la CCLLA *(DCM 2026-98)*

*Rapporteur : Martine CHAUVIN, le Maire*

*Martine CHAUVIN tient à remercier Yann SUAU et indique qu'elle n'a pas été tout à fait étonnée, Yann n'était plus toujours à l'aise avec le contexte général descendant de l'Etat vers les communes, avec le temps nécessaire pour tout dans les collectivités.*
*Elle souhaite lui rendre hommage : « il avait une vision de la commune à long terme et nous a engagé dans cette voie. Il a porté notamment :*

- *le projet du déplacement de la caserne des pompiers,*
- *l'avancée du PLU, en regrettant la parenthèse de réflexion PLU/PLUi qui a pris du temps,*
- *il a soutenu fortement l'élaboration du plan-guide pour concrétiser notre PLU.*

*Elle a apprécié travailler avec lui, dans une relation saine : homme de convictions, il osait les affirmer – même si nous pouvions avoir des désaccords, il les assumait et nous avons toujours pu discuter jusqu'au bout. »*

Comme évoqué lors du conseil municipal précédent, les élus se sont retrouvés le 16 septembre pour remplacer Yann SUAU dans ses missions :

- conseiller délégué aux finances de la commune
- représentant de la commune à la CCLLA.

Jean-Paul GUINEBRETIERE s'est porté candidat.
Pour information, l'indemnité qui a été votée en début de mandat sera attribuée à l'élu désigné.
Ce nouveau conseiller délégué va rejoindre l'équipe du Bureau Municipal.

Martine CHAUVIN questionne les membres du Conseil pour savoir si d'autres membres sont candidats. Personne n'est volontaire.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent (à l'unanimité – 15 voix) la candidature de Jean-Paul GUINEBRETIERE en tant que conseiller délégué aux finances de la commune et représentant de la commune au sein de la CCLLA, autorisent le Maire ou un Adjoint à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en application de cette décision et à prévoir les crédits nécessaires.**

Jean-Paul GUINEBRETIERE remercie de la confiance accordée. Il précise qu'il ne connait pas aussi bien que Yann SUAU la comptabilité publique, mais il connait les finances dans le privé. Il remercie Didier PETIT pour avoir commencé à le guider.

## 7 – FINANCES : devis pour les tribunes de la salle de sports, salle verte *(DCM 2026-99)*

*Rapporteur : Didier PETIT, 1er adjoint au Maire*

Didier indique que, pour ce Conseil Municipal, le Bureau municipal a choisi qu'il présente les dossiers concernant les finances dans l'attente de l'élection qui vient d'avoir lieu puisqu'il a assuré cette mission lors du précédent mandat et depuis la démission de Yann SUAU.

Lors des rencontres avec les associations utilisatrices de la salle des sports, plusieurs demandes avaient été faites : l'isolation du bâtiment, l'éclairage, les tribunes. Leur choix allait vers l'éclairage.

L'ancien conseil avait refait l'éclairage en 2025, sur le budget 2026 il avait été inscrit au budget de remplacer les tribunes actuelles.
La commission Voirie Bâtiments Espaces Verts a consulté trois entreprises.
Le tableau ci-dessous permet d'analyser les offres en fonction du prix et critères techniques.

| | **Analyse des devis - Tribune Salle de Sports** | | |
|---|---|---|---|
| | ***Critères*** | ***50 % Prix*** | ***50 % Technique*** |
| Entreprises | A | B | C |
| Montant TTC | 14 580,43 € | 19 574,40 € | 19 604,35 € |
| Capacité | 12/15 places | 12 places | 12 places |
| Quantité | 8 | 8 | 8 |
| Garde corps | oui | oui | non |
| Dossier tribunes | oui | non | non |
| % de plus que le prix minimum | 0% | 34% | 34% |
| Critère Prix | 1,00 | 0,66 | 0,66 |
| Commentaires | + de capacaité / garde corps et tribunes comprises | manque dossier tribunes par rapport à A | pas de garde corps ni de dossiers |
| Critère Technique | 1,00 | 0,80 | 0,50 |
| Total | **2,00** | **1,46** | **1,16** |

Au vu de cette analyse, c'est l'entreprise A qui obtient la meilleure note.
Pour information, ces tribunes sont sur roulettes et peuvent se déplacer. La commune de Saint-Lambert possède les mêmes et les services techniques ont l'habitude de les déplacer.

Agnès GESLIN demande le nom de l'entreprise retenue. Il est répondu qu'il sera communiqué au prochain conseil municipal.
Catherine THOMAS s'interroge sur cette pratique. Didier PETIT explique que dans le cadre d'un marché les entreprises non retenues sont d'abord averties, puis celle retenue et ensuite le nom de l'entreprise peut être annoncé. L'ancienne équipe municipale avait l'habitude de respecter cette procédure.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent (à l'unanimité – 15 voix) le choix de l'entreprise A, et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en application de cette décision et à prévoir les crédits nécessaires.**

Marc JARDIN s'interroge sur le devenir des anciennes tribunes.
Une association souhaiterait récupérer des parties de la structure, ce sujet avait été abordé lors de la réunion des présidents d'associations. La commission Voirie Bâtiments Espaces Verts traitera la question du devenir du matériel.

## 8 – FINANCES : écriture de virements de crédits

*Rapporteur : Didier PETIT, 1er adjoint au Maire*

Dans le cadre de la M57, il est possible au maire de faire des virements de crédits d'un chapitre à l'autre (« la fongibilité des crédits ») dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles soit :

1 460 244,52 €*7,5% = **109 518,41 €.**

Cette possibilité de virement, ne modifie pas l'enveloppe budgétaire, il s'agit d'un jeu d'écriture qui doit être présentée au Conseil Municipal.

**Virement n°1 en investissement :** Pour le plan guide, il a été convenu, via une convention, avec Alter Cité, de procéder à des acomptes, au fur et à mesure des dépenses réalisées.

La DGFIP demande que chaque acompte soit inscrit sur deux comptes particuliers jusqu'à épurement de l'avance inscrite. Ces comptes n'étaient pas approvisionnés dans le BP, il a donc fallu procéder à un virement. Il ne peut y avoir de nouvel acompte sans épurement total de l'avance.

| SENS de l'écriture | Comptes | Motif | Montant |
|---|---|---|---|
| Dépense (compte définitif) | 2031-041 | Avances à Alter Cité pour le plan guide | 30 000€ |
| Recette (compte d'attente) | 238-041 | Avances à Alter Cité pour le plan guide | 30 000€ |

Après le virement n°1 il reste possible : **109 518,41 €** - 30 000€ = **79 518,41 €**

**Virement n°2 en investissement :**

| SENS de l'écriture | Comptes | Motif | Montante |
|---|---|---|---|
| Dépense | 2031-041 | Avances à Alter Cité pour le plan guide | 60 000€ |
| Recette | 238-041 | Avances à Alter Cité pour le plan guide | 60 000€ |

Après le virement n°2 : **79518,41 €** - 60 000€ = 19 518,41 € de fongibilité possible.

## 9 – FINANCES : écritures d'ordre pour les amortissements – Décision Modificative n° 1 *(DCM 2026-100)*

*Rapporteur : Didier PETIT, 1er adjoint au Maire*

Les attributions de compensation versées à la CCLLA doivent être amorties en investissement sur 5 ans. Avec cette écriture, on dépasse la fongibilité possible, et on doit donc procéder à une Décision Modificative.
A l'inverse des virements de crédits vus précédemment, la décision modificative, comme son nom l'indique, modifie le budget.

**1-Amortissements 2025 et 2026**
Les attributions de compensation doivent s'amortir sur 5 ans. Or, cela n'a pas été réalisé sur le budget 2025. La DGFIP demande de faire un rattrapage : cases surlignées en jaune dans le tableau ci-dessous concernant les amortissements des attributions de compensation versées à la CCLLA.

**AMORTISSEMENT AC INVESTISSEMENT - CCLLA - 5 ANS**

| Année versement ACI | Montant | Amortissement à pratiquer 2025 | Amortissement à pratiquer 2026 | Amortissement à pratiquer 2027 | Amortissement à pratiquer 2028 | Amortissement à pratiquer 2029 | Amortissement à pratiquer 2030 | Amortissement à pratiquer 2031 | Amortissement à pratiquer 2032 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 61 686,00 € | | | | | | | | |
| 2020 | 62 980,00 € | 12 596,00 € | | | | | | | |
| 2021 | 66 712,47 € | 13 342,50 € | 13 342,47 € | | | | | | |
| 2022 | 55 596,47 € | 11 119,30 € | 11 119,30 € | 11 119,27 € | | | | | |
| 2023 | 116 710,47 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | | | | |
| 2024 | 116 710,47 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | | | |
| 2025 | 116 710,47 € | | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | | |
| 2026 | *116 710,47 €* | | | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € |
| **Total** | 363 685,41 € | 83 741,99 € | 94 488,05 € | 104 487,65 € | 93 368,38 € | 70 026,28 € | 46 684,19 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € |
| **Amortissements réalisés** | | 60 399,90 € | 47 803,86 € | | | | | | |
| **Amortissements à rattraper** | | **23 342,09 €** | **46 684,19 €** | 104 487,65 € | 93 368,38 € | 70 026,28 € | 46 684,19 € | 23 342,09 € | 23 342,09 € |

**2-Ecriture nécessaire en fonctionnement au regard de la dépense nécessaire en amortissement**

La DGFIP nous demande de régulariser une caution de 2006 les ayants-droits n'ont pas été retrouvés.

Fonctionnement

| Comptes | Dépenses | Recettes | Explications |
|---|---|---|---|
| 6811 - Dotations aux Amortissements | 57 300,00 € | | 46 685 € pour Amortissement 2026 AC et 10 615 € pour la co-maîtrise de travaux traversée du bourg avec la CCLLA |
| 75888 - Autres produits divers | | 17 300,00 € | 300 € de caution logement non remboursée (de 2006) et 17 000€ pour équilibrer la section |
| 6419- Rembt sur rémunération du personnel (ArT) | | 10 000 € | Pour équilibrer la section |
| 73118 - Autres contributions directes | | 30 000 € | Pour équilibrer la section |
| TOTAL section fonctionnement | 57 300,00 € | 57 300,00 € | Section équilibrée |

### 3. Ecriture sur l'investissement au regard de la dépense nécessaire pour les amortissements

Investissement

| Comptes | Dépenses | Recettes | Explications |
|---|---|---|---|
| 1068 - Excédents de fonctionnement | 23 343,00 € | | Régularisation - Amortissements AC de 2025 |
| 165 - Dépôts et cautionnements reçus | 300,00 € | | Caution de 2006 pour logement au-dessus de la Poste |
| 28046 - Amort, attributions de compensation | | 80 643,00 € | 23 343 € pour les amortissements AC de 2025 et 57 300 € pour les amortissements 2026 |
| 2046-Attribution de compensation | 30 000,00 € | | Pour équilibrer la section |
| 21315-Construction centre d'incendie et de secours | 7 000,00 € | | Pour équilibrer la section |
| 21534-Réseaux d'électrification | 20 000,00 € | | Pour équilibrer la section |
| TOTAL section investissement | 80 643,00 € | 80 643,00 € | Section équilibrée |

Ainsi au vu des écritures à réaliser, il est proposé la décision modificative suivante :

| Désignation | Dépenses (1) | | Recettes (1) | |
|---|---|---|---|---|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| R- 6419 : Remboursements sur rémunérations du personnel | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 10 000.00 € |
| **TOTAL R 013 : Atténuations de charges** | **0.00 €** | **0.00 €** | **0.00 €** | **10 000.00 €** |
| D-6811 : Dot. aux amort. des immobilisations incorporelles et corporelles | 0.00 € | 57 300.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| **TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **0.00 €** | **57 300.00 €** | **0.00 €** | **0.00 €** |
| R- 73118 : Autres contributions directes | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 30 000.00 € |
| **TOTAL R 731 : Fiscalité locale** | **0.00 €** | **0.00 €** | **0.00 €** | **30 000.00 €** |
| R- 75888 : Autres produits divers de gestion courante | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 17 300.00 € |
| **TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante** | **0.00 €** | **0.00 €** | **0.00 €** | **17 300.00 €** |
| Total FONCTIONNEMENT | 0.00 € | 57 300.00 € | 0.00 € | 57 300.00 € |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| D-1068 : Excédents de fonctionnement capitalisés | 0.00 € | 23 343.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| R- 28046 : Amort. attributions de compensation d'investissement | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 80 643.00 € |
| **TOTAL D 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **0.00 €** | **23 343.00 €** | **0.00 €** | **80 643.00 €** |
| D-165 : Dépôts et cautionnements reçus | 0.00 € | 300.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| **TOTAL D 16 : Emprunts et dettes assimilées** | **0.00 €** | **300.00 €** | **0.00 €** | **0.00 €** |
| D-2046 : Attributions de compensation d'investissement | 0.00 € | 30 000.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| **TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées** | **0.00 €** | **30 000.00 €** | **0.00 €** | **0.00 €** |
| D-21315 : Constructions centres d'incendie et de secours | 0.00 € | 7 000.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| D-21534 : Réseaux d'électrification | 0.00 € | 20 000.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| **TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles** | **0.00 €** | **27 000.00 €** | **0.00 €** | **0.00 €** |
| Total INVESTISSEMENT | 0.00 € | 80 643.00 € | 0.00 € | 80 643.00 € |

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent (à l'unanimité – 15 voix) la proposition de décision modificative n° 1. Tous les membres signent le document et autorisent le Maire ou un Adjoint à prévoir les crédits nécessaires et à procéder à l'exécution de la décision.**

**10 – FINANCES : écritures de régularisation *(DCM 2026-101)***

*Rapporteur : Didier PETIT, 1er adjoint au Maire*

Didier PETIT indique qu'il faut régulariser deux situations :

- Un encaissement non possible d'un chèque pour la régie de la salle de sports pour un montant de 213.50 €
- Lors du vol de l'Oiseau Lyre, 36 € ont été pris, il convient également de régulariser cette écriture.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent (à l'unanimité – 15 voix) la proposition de procéder aux écritures de régularisations indiquées ci-dessus et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer les documents et à prévoir les crédits nécessaires.**

## 11 –FINANCES : point financier et calendrier

*Rapporteur : Didier PETIT, 1er Adjoint*

Une présentation de l'état des finances de la commune a été réalisée par Didier PETIT.

### ❖ Pour la partie fonctionnement

| | | | | Liquidé | Engagé + Liquidé | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | CFU 2025 | BP 2026 | | 05/10/2026 | % Utilisé | DM 1 | BP 2026 + DM 1 |
| Chap. | Libellé | | | | | | | |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 364 867,40 | 390 000,00 | 236 850,23 | 301 688,65 | 77,36% | | 390 000,00 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL | 462 131,27 | 490 000,00 | 386 042,85 | 386 042,85 | 78,78% | | 490 000,00 |
| 014 | ATTENUATION DE PRODUITS | 160 025,91 | 159 224,00 | 103 589,76 | 136 165,77 | 85,52% | | 159 224,00 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 233 843,03 | 237 403,50 | 200 245,31 | 200 411,00 | 84,42% | | 237 403,50 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 3 452,55 | 1 091,84 | 901,76 | 1 091,84 | 100,00% | | 1 091,84 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 620,63 | - | | - | | | - |
| 68 | DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | | 97,69 | | - | 0,00% | | 97,69 |
| TOT | DRF - DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT | 1 224 940,79 | 1 277 817,03 | 927 629,91 | 1 025 400,11 | 80,25% | 0,00 | 1 277 817,03 |
| | | 1 321 691,90 | 858 284,75 | | 963 049,13 | | | 915 584,75 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | *844 547,72* | | - | 0,00% | - | *844 547,72* |
| C 042 | OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS | 63 685,80 | 48 000,00 | 105 280,94 | 105 280,94 | 219,34% | 57 300,00 | 105 300,00 |
| TOT | DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | 63 685,80 | 892 547,72 | 105 280,94 | 105 280,94 | 11,80% | 57 300,00 | 949 847,72 |
| | | | | | | | | |
| TOT | DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 1 288 626,59 | 2 170 364,75 | 1 032 910,85 | 1 130 681,05 | 52,10% | 57 300,00 | 2 227 664,75 |

Les dépenses sont, à ce jour, conformes au BP voté.

| | | | | Liquidé | Engagé + Liquidé | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| RECETTES | | CFU 2025 | BP2026 | | 05/10/2026 | % Utilisé | DM 1 | BP 2026 + DM 1 |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 44,10 | 500,00 | 10 683,68 | 10 683,68 | 2136,74% | 10 000,00 | 10 500,00 |
| 70 | PRODUIT DES SERVICES | 79 112,29 | 73 700,00 | 66 442,00 | 73 576,00 | 99,83% | | 73 700,00 |
| 73 | IMPÔTS & TAXES | 46 932,24 | 45 141,00 | 1 602,00 | 2 141,00 | 4,74% | | 45 141,00 |
| 731 | FISCALITE LOCALE | 845 417,00 | 801 000,00 | 697 799,00 | 858 975,00 | 107,24% | 30 000,00 | 831 000,00 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | 672 048,55 | 615 748,00 | 528 638,18 | 691 027,18 | 112,23% | | 615 748,00 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 82 343,74 | 38 739,53 | 36 035,31 | 43 191,05 | 111,49% | 17 300,00 | 56 039,53 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 0,00 | | | | | | 0,00 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 3 774,10 | 1,00 | | 0,00 | 0,00% | | 1,00 |
| 78 | REPRISE AMORTISSEMENT | | | | | | | |
| TOT | RRF - RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 1 729 672,02 | 1 574 829,53 | 1 341 200,17 | 1 679 593,91 | 106,65% | 57 300,00 | 1 632 129,53 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS | | | | | | | |
| 002 | EXCEDENT D'EXERCICE PRECEDENT REPORTE | *904 099,88* | *595 535,22* | *595 535,22* | *595 535,22* | *100,00%* | | *595 535,22* |
| TOT | RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | 904 099,88 | 595 535,22 | 595 535,22 | 595 535,22 | 100,00% | 0,00 | 595 535,22 |
| | | | | | | | | |
| TOT | RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 2 633 771,90 | 2 170 364,75 | 1 936 735,39 | 2 275 129,13 | 104,83% | 57 300,00 | 2 227 664,75 |
| | | | | | | | | |
| | EXCEDENT d'EXPLOITATION | 1 345 145,31 | 0,00 | 903 824,54 | 1 144 448,08 | | 0,00 | 0,00 |

Les recettes de fonctionnement sont supérieures au BP prévu.

❖ **Pour la partie investissement :**

En ce qui concerne les dépenses d'investissements, la CCLLA n'a pas encore émis les mandats de paiement sur la traversée et les travaux des réseaux. Une rencontre le 28 septembre dernier a permis de les valider et seront délibérés au prochain conseil.

| | DEPENSES | CFU 2025 | BP 2026 | Engagé et liquidé au 05/10/2026 | % Utilisé | DM 1 | BP 2026 + DM 1 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| D001 | SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE | 308 807,03 | 525 340,09 | 525 340,09 | 100,00% | | 525 340,09 |
| 010 | STOCKS | | | | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 10 200,00 | 40 400,00 | 26 747,50 | 66,21% | | 40 400,00 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES | 278 603,73 | 679 158,48 | 235 387,85 | 34,66% | 30 000,00 | 709 158,48 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (sauf opé) | 240 554,21 | 231 899,45 | 102 920,49 | 44,38% | 27 000,00 | 258 899,45 |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION | | | | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 37 700,00 | 469 677,07 | 224 576,20 | 47,82% | | 469 677,07 |
| | | | | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENTS | | **875 864,97** | **1 946 475,09** | **1 114 972,13** | **57,28%** | **57 000,00** | **2 003 475,09** |
| 16 | EMPRUNTS & DETTES ASSIMILEES | 101 857,75 | 39 110,52 | 39 410,40 | 100,77% | 300,00 | 39 410,52 |
| TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES | | **101 857,75** | **39 110,52** | **39 410,40** | **100,77%** | **300,00** | **39 410,52** |
| | *RAR dépenses* | | | | | | |
| C040 | OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS | | 0,00 | 23 342,09 | | 23 343,00 | 23 343,00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 0,00 | 37 311,65 | | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | **0,00** | **0,00** | **60 653,74** | | **23 343,00** | **23 343,00** |
| | | | | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES RELLES D'INVESTISSEMENT | | **977 722,72** | **1 985 585,61** | **1 215 036,27** | **61,19%** | **80 643,00** | **2 066 228,61** |

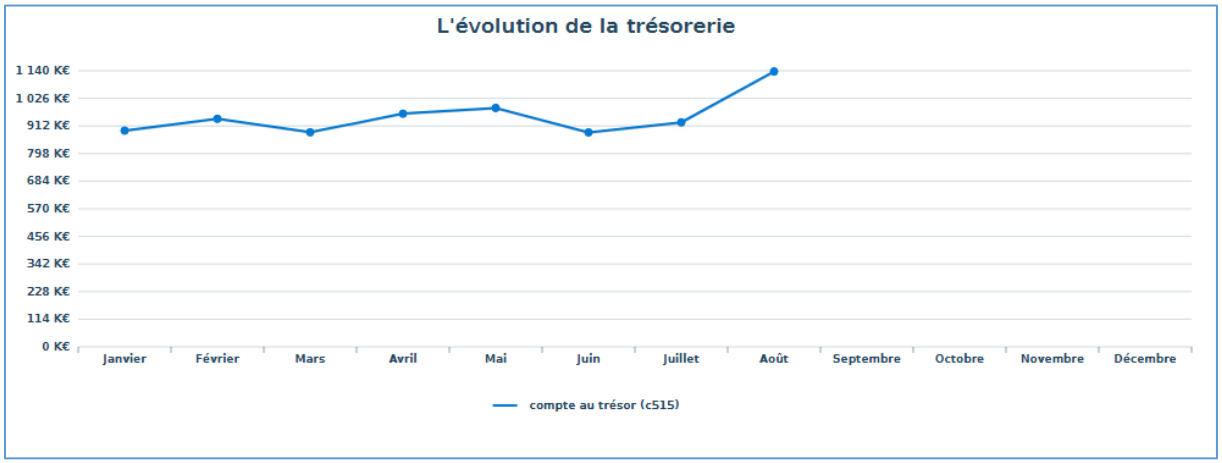
| | RECETTES | CFU 2025 | BP 2026 | Engagé et liquidé au 05/10/2026 | % Utilisé | DM 1 | BP 2026 + DM 1 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION | | | | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | | | |
| | | | | | | | |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (FCTVA, Taxe aménagement) et 1068 | 333 466,92 | 792 647,83 | 796 303,88 | 100,46% | | 792 647,83 |
| 138 | AUTRES SUBVENTIONS | 55 229,91 | 130 390,06 | 50 390,06 | 38,65% | | 130 390,06 |
| 165 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENT RECUS | | | | | | |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION | | | | | | |
| 26 | PARTICIPATION ET CREANCE ATTACHEE | | | | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | |
| C024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | | 170 000,00 | 175 000,00 | 102,94% | | 170 000,00 |
| | RAR Recettes | | | | | | |
| TOTAL DES RECETTES REELLES FINANCIERES | | ***388 696,83*** | ***1 093 037,89*** | ***1 021 693,94*** | ***93,47%*** | ***0,00*** | ***1 093 037,89*** |
| | | 0 | | | | | |
| C021 | VIREMENT FONCTIONNEMENT | - | ***844 547,72*** | | | | ***844 547,72*** |
| C040 | OPERATION D'ORDRE ENTRE SECTIONS | *63 685,80* | *48 000,00* | *128 623,00* | | *80 643,00* | *128 643,00* |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | | 37 311,65 | | | |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | **63 685,80** | **892 547,72** | **165 934,65** | ***18,59%*** | **80 643,00** | **973 190,72** |
| | | | | | | | |
| **RECETTES D'INVESTISSEMENT** | | **452 382,63** | **1 985 585,61** | **1 187 628,59** | ***59,81%*** | **80 643,00** | **2 066 228,61** |

La vente de l'atelier relais a été effectué pendant l'été.

Amaury ANTOINE souligne que les dépenses d'investissements ont augmenté d'environ 400 000€. Il s'interroge sur les projets à venir au regard du tableau prévisionnel des PPI voirie présenté en début de séance.
Mathieu BERTRAND souligne que le PPI d'investissements de voirie est une intention pour que la CCLLA puisse avoir une vision globale des travaux sur le territoire. Mais il faut également que la commune fasse un PPI pour tous ses bâtiments. Le PPI de la CCLLA ne nous engage pas aujourd'hui. Dans le PPI il y a déjà des projets qui ont été engagés, alors que d'autres communes n'ont pas encore commencé leur PPI.

Didier PETIT précise que le financement de la traversée du bourg pour la phase 1 et phase 2 se fait uniquement des fonds propres de la commune. En fonction des autres projets qui pourraient arriver, la commune pourrait avoir recours à un emprunt sachant que l'endettement est pratiquement nul aujourd'hui.

Jean-Paul GUINEBRETIERE précise que la commission finance devra élaborer un Plan Pluriannuel d'Investissement afin de lisser les projets sur la durée du mandat. Une rencontre avec chaque vice-président de commission est prévue pour récolter les projets à venir.




**Calendrier des prochaines réunions de commission Finances** :
04/11/2026 de 14h00 à 16h00
18/11/2026 de 14h00 à 16h00

## 12 – SIEML : fonds de concours pour les opérations *(DCM 2026-102)*

*Rapporteur : Didier PETIT, 1er Adjoint*

Didier PETIT présente des fonds de concours pour des travaux réalisés par le SIMEL comme suit :

| Opération | Lieu | Motif | Montant total | Prise en charge SIEML | Prise en charge commune |
|---|---|---|---|---|---|
| 25-257 | Rue du Martinet | Remplacement lanterne n°133 | 953,44 € | 238,36 € | 715,08 € |
| 25-253 | Rue Saint Vincent | Remplacement lanterne n°21 | 962,99 € | 240,75 € | 722,24 € |

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent à la majorité la proposition de fonds de concours tels que présentés et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer les documents et à prévoir les crédits nécessaires.**
**Pour : 14 voix**
**Abstention : 1 - Mathieu BERTRAND ne voit pas l'intérêt de délibérer pour une décision imposée par le SIEML**

## 13 – TRAVAUX : point d'étape sur les différents chantiers et signature de la convention avec le Département *(DCM 2026-103)*

*Rapporteur : Didier PETIT, 1er Adjoint*

**Travaux du Ronceray** : découverte de câbles d'Enedis installés auparavant au-dessus des réseaux d'assainissement. La tranchée est, de ce fait, restée ouverte. Les travaux d'enrobé sur la rue du Moulin-des Cinq sont prévus pendant les vacances d'octobre sous réserve de résolution du problème du câble.

**Travaux du Pont Barré** : la reprise des travaux se fera à compter du 12/10 pour la couverture du moulin, l'installation des toilettes sèches et la finalisation du parking.

**Travaux de la traversée du bourg** : Le planning prévisionnel est respecté avec une avance sur la portion Rue du Moulin-des-Cinq.

Une convention est signée avec le Département pour la prise en charge de la couche de roulement comme suit :

| Nature des travaux | Cout | Surface | Volume | Estimation |
|---|---|---|---|---|
| **Rue Rabelais** | | | | |
| Fraisage généralisé inférieur à 10 cm | 4,00 € | 1 316,00 | | 5 264,00 € |
| Fraisage généralisé 10 à 20 cm | 5,00 € | 1 316,00 | | 6 580,00 € |
| Couche d'accrochage | 0,60 € | 2 632,00 | | 1 579,20 € |
| GB 0/14 (t) d=200t/m² | 64,00 € | | 263,2 | 16 844,80 € |
| BBM ep 4cm | 6,20 € | 1 316,00 | | 8 159,20 € |
| | | | **Total HT rue Rabelais** | 38 427,20 € |
| | | | *TVA* | *7 685,44 €* |
| | | | **Total TTC rue Rabelais** | **46 112,64 €** |

| **Rue Saint-Vincent** | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Fraisage généralisé inférieur à 10 cm | 4,00 € | 880 | | 3 520,00 € |
| Couche d'accrochage | 0,60 € | 880 | | 528,00 € |
| BBSG 0/10 ep 5cm | 8,60 € | 880 | | 7 568,00 € |
| | | | **Total HT rue Saint-Vincent** | 11 616,00 € |
| | | | *TVA* | *2 323,20 €* |
| | | | **Total TTC rue Saint-Vincent** | **13 939,20 €** |

| **Rue du Fief Signoré** | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Fraisage généralisé inférieur à 10 cm | 4,00 € | 2 424,00 | | 9 696,00 € |
| Fraisage généralisé 10 à 20 cm | 5,00 € | 1 212,00 | | 6 060,00 € |
| GB 0/14 (t) d=200t/m² | 64,00 € | | 242,4 | 15 513,60 € |
| Couche d'accrochage | 0,60 € | 3 636,00 | | 2 181,60 € |
| BBSG 0/10 ep 5cm | 8,60 € | 2 424,00 | | 20 846,40 € |
| | | | **Total HT rue du Fief Signoré** | 54 297,60 € |
| | | | *TVA* | *10 859,52 €* |
| | | | **Total TTC rue du Fief Signoré** | **65 157,12 €** |

| | |
|---|---|
| **Total HT** | 104 340,80 € |
| *TVA* | *20 868,16 €* |
| **Total TTC** | **125 208,96 €** |

Après examen du projet, la participation du Département est donc estimée à un total de 125 208.96 € TTC avec des sommes réparties de la façon suivante :
- 46 112,64 € TTC pour la rue Rabelais,
- 13 939,20 € TTC pour la rue Saint-Vincent,
- 65 157,12 € TTC pour la rue du Fief Signoré.

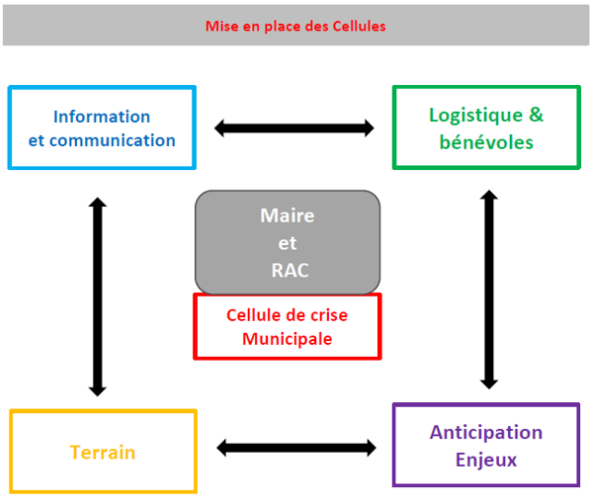
Le montant définitif des travaux pris en charge par le Département sera calculé à partir des quantités mises en œuvre.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent à l'unanimité (15 voix) la proposition de signature de la convention avec le Département et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer les documents nécessaires.**

## 14 – Plan Communal de Sauvegarde : mise à jour du fait du nouveau mandat

*Rapporteur : Mathieu BERTRAND, conseiller municipal*

Mathieu BERTRAND précise que le Plan Communal de Sauvegarde a été présenté à tous les nouveaux élus lors d'une réunion spécifique.




La Cellule de crise municipale coordonne le tout et appuie le Maire Directrice des Opérations de Secours (DOS).
Quatre cellules ont chacune leurs missions avec des fiches missions très précises : logistique et gestion des bénévoles, anticipation et enjeux, terrain, information et communication.

La mise à jour du PCS retiendra la répartition suivante des élus en fonction de leurs compétences :

**Cellule Municipale de crise** : Olivier GARDINOT-MILET et Mathieu BERTRAND
**Logistique** : Didier PETIT et Gilles BUDKEWITSCH
**Anticipation et enjeux** : Jean-Paul GUINEBRETIERE, Agnès GESLIN et Amaury ANTOINE,
**Information communication** : Véronique ONILLON et Sandra GAULTIER
**Terrain dont le Centre d'Accueil et de Regroupement (CARE)** : Catherine THOMAS, Marc JARDIN, Anne-Lise BAUNEAU, Camille BERTHELOT, Dominique BEAUDOUIN.

**15 – Plan Communal de Sauvegarde : accompagnement de l'Association Départementale de Protection Civile (ADPC) *(DCM 2026-104)***

*Rapporteur : Mathieu BERTRAND, conseiller municipal*

Le groupe projet PCS a rencontré l'Association Départementale de Protection Civile (ADPC). Elle propose :

- d'accompagner la commune et sa réserve communale sur trois ans,
- de mettre à disposition des personnels bénévoles et du matériel associatif avant, pendant et après la crise,
- d'organiser un exercice tous les trois ans avec la commune,
- de réaliser une formation de sensibilisation à la gestion de crise les deux autres années à la demande de la collectivité.

Le coût équivaut à une subvention annuelle de 0,22 € par habitant soit 300€/an.
En cas de crise, la commune prend en charge les frais engagés par l'APC49 (dépenses forfaitaires par journée d'engagement selon tarif fixé par convention).

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent à l'unanimité (15 voix) la proposition de signature de la convention l'ADPC et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer les documents nécessaires et à prévoir les crédits nécessaires.**

**16 – Plan Communal de Sauvegarde : délibération de principe pour créer la Réserve Communale de Sécurité Civile *(DCM 2026-105)***

*Rapporteur : Mathieu BERTRAND, conseiller municipal*

On officialise un groupe de bénévoles pour tenir le CARE en cas de crise. Cela nous permet :

- de renforcer les moyens humains en cas de crise (incendie, inondations, accidents majeurs),
- et d'impliquer les citoyens dans la gestion des risques locaux.

Cela permet un soutien logistique aux secours, de sensibiliser les habitants et de participer à des exercices de simulations. Les seules dépenses que cela engagerait : du petit matériel pour la sensibilisation.
Le calendrier prévisionnel envisagé :

- délibération pour la création ce jour,
- appel à candidatures des habitants au cours du 1er semestre 2027,
- formation des réservistes selon le planning à définir avec l'ADPC,
- mise en opération à l'été 2027.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent à l'unanimité (15 voix) la proposition de créer une réserve communale de sécurité civile, ainsi que son cadre d'action et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer les documents nécessaires et à prévoir les crédits nécessaires.**
Martine CHAUVIN remercie le travail fourni par le groupe projet, et notamment Mathieu BERTRAND.

**17 – ASTREINTE : information sur le fonctionnement**

*Rapporteur : Martine CHAUVIN, le Maire*

Martine CHAUVIN indique que l'astreinte est assurée par les élus du bureau municipal à partir de 18h30 en semaine et les week-ends. Auparavant, cette astreinte n'était mise en place que le week-end. Agnès GESLIN précise que l'astreinte est réservée uniquement aux urgences.

Depuis le lundi 28 septembre 2026, **un numéro d'astreinte a été mis en place,** le **06 47 99 51 43**.
Il va être affiché dans toutes les salles communales, et communiqué dans les journaux communaux, le site internet, transmis aux présidents d'associations, partenaires et administrations….

Mathieu BERTRAND propose de mettre l'information à jour dans le PCS.

## 18 – AMENAGEMENT : acquisition des parcelles AE 918, AE 436, AE 920, AE 614 *(DCM 2026-106)*

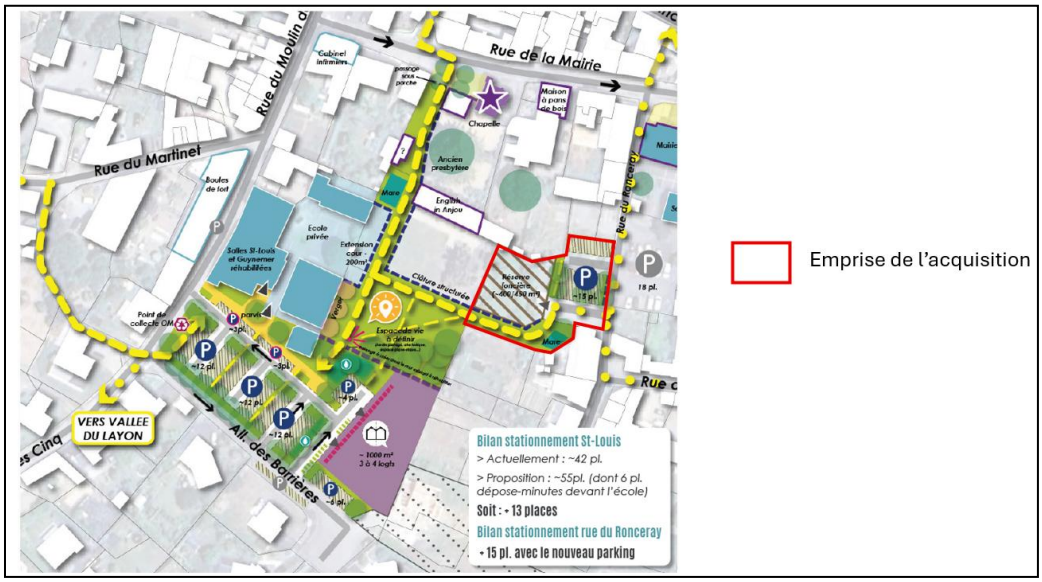
*Rapporteur : Olivier GARDINOT-MILET, Adjoint à l'Aménagement Développement*

Olivier GARDINOT-MILET présente le dossier :

- ✓ Bien à acquérir : il s'agit d'un terrain de 1283 m² situé rue du Ronceray, avec un bâtiment principal de 200 m² et un bâtiment annexe. Le prix de vente est de 126 600 € (honoraires d'agence à la charge du vendeur) et il vous est proposé l'acquisition de cinq parcelles.

- ✓ L'objectif est permettre la mise en œuvre du projet d'aménagement proposé dans le plan-guide dans le secteur situé entre les rues du Ronceray et du Moulin des Cinq. Cette acquisition permettrait de réaliser une liaison douce entre le parking de la mairie et l'école / salle Saint-Louis, de créer 15 places de parking supplémentaires et de garder une réserve foncière.

Il permettrait également de créer une liaison cyclable et piétonne pour rejoindre l'école Saint Louis.
Si on aménage ce parking et cette liaison douce, il resterait environ 400 m² qui pourrait être pour accueillir un logement. Il n'est pas urgent de répondre à cette question aujourd'hui.




Marc JARDIN s'interroge sur l'entretien des parcelles et l'état des murs du bâti. Il ne faut oublier l'aspect sécuritaire. Peut-être qu'il faudra envisager une démolition.

Olivier GARDINOT-MILET précise que même si cela est à démolir, il faudra prévoir des études environnementales et vérifier si des animaux n'habitent pas le bâtiment car cela fait un certain temps qu'il n'est plus utilisé.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent à l'unanimité (15 voix) la proposition d'acquérir le bien et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer les documents nécessaires et à prévoir les crédits nécessaires.**

**19 – AMENAGEMENT : servitude de passage de réseau dans la zone de la Promenade**
*(DCM 2026-107)*

*Rapporteur : Olivier GARDINOT-MILET, Adjoint à l'Aménagement et le Développement*

La commune est propriétaire de deux parcelles sur la zone de la Promenade, les A 965 et A 731.
Or, pour permettre le raccordement d'une installation photovoltaïque, ENEDIS demande à créer une servitude de passage sur les parcelles communales concernées.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent à l'unanimité (15 voix) la servitude de passage au profit d'ENEDIS dans le cadre d'un raccordement pour une installation photovoltaïque et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer les documents nécessaires à cette délibération.**

**20 – AMENAGEMENT : procédure de suivi des autorisations d'urbanisme** *(DCM 2026-108)*

*Rapporteur : Olivier GARDINOT-MILET, Adjoint à l'Aménagement et le Développement*

Olivier GARDINOT-MILET indique que les autorisations d'urbanisme occupent beaucoup la commune. A titre d'indication, **92 autorisations d'urbanisme** ont été signées depuis le début du mandat municipal réparties ainsi :

10 permis de construire (dont 1 refus),
27 déclarations préalables (dont 3 refus),
2 permis d'aménager,
6 certificats d'urbanisme opérationnels (dont 1 refus),
47 certificats d'urbanisme d'information.

Parallèlement à toutes ces autorisations, il est constaté de plus en plus d'infractions, de deux types :
-soit les travaux réalisés ne sont pas conformes aux demandes d'urbanisme,
-soit des travaux sont réalisés sans aucune autorisation.

En 2022, il n'y avait pas toutes les ressources pour pouvoir contester les infractions constatées. Aujourd'hui les services sont un peu plus structurés.

La commission Aménagement Développement souhaiterait que la commune réagisse face à ces infractions car :

C'est le devoir de la commune de le faire,
C'est le respect du cadre de vie de tout le monde
Par équité envers tous les administrés.

La commission propose de reprendre toutes les infractions constatées depuis mars 2026 avec une même procédure. Lorsque l'on fait le constat d'une infraction :

1- Contact direct avec le contrevenant par le biais d'un courrier,
2- Si les travaux non conformes sont régularisables, on accompagnera la personne dans les démarches de dépôt de demande d'urbanisme.
3- Si les travaux non conformes ne sont pas régularisables, on informera les propriétaires des suites qu'ils peuvent avoir.

Dans le prochain Beaulieu Infos, une information sera transmise, et au 1er semestre 2027, un document pédagogique va être réalisé informant des obligations à respecter avant tout commencement de travaux et les risques encourus en cas de non-respect de la législation.

Martine CHAUVIN rappelle qu'une information sur les demandes d'urbanisme avait été faite en juillet 2023 dans le BI infos et qu'il convient d'avoir un document tout le temps disponible.

La commission AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT, par le biais de son adjoint, souhaite un positionnement de la commune.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, approuvent à l'unanimité (15 voix) la position de la commission concernée et valident le protocole proposé, ils autorisent le Maire ou un Adjoint à signer tous les documents nécessaires pour la mise en œuvre de la délibération.**

## 21 – 3 RD'ANJOU : retour sur le comité syndical

*Rapporteur : Martine CHAUVIN, le Maire*

Martine CHAUVIN indique qu'elle a été présente en tant que représentante de la commune au dernier comité syndical de 3 RD'Anjou. Le rapport d'activité doit être communiqué pour information aux élus.
Etant donné l'heure avancée, elle propose que ce point ne soit pas présenté, mais renvoyé à chaque élu et communiqué sur Intra Muros car il touche au quotidien des habitants.

## 22 – COMMUNICATION : délibération de principe sur le projet d'accueil d'un stagiaire *(DCM 2026-109)*

*Rapporteurs : Jean-Paul GUINEBRETIERE et Véronique ONILLON, Conseillers Municipaux*

Pour ce nouveau mandat, la commission souhaite mettre un place une stratégie de communication communale 2026-2032 après plusieurs constats :

Des outils existent mais sont utilisés de manière hétérogène.
Il y a un besoin de clarifier différents éléments. Par exemple, les canaux de communication actuels ont évolué, il convient de s'adapter voire de développer de nouveaux canaux, tout en considérant le dimensionnement de la commune.

La finalité est de valoriser les actions municipales, de mettre en place une communication cohérente, accessible, régulière et adaptée aux besoins et moyens de la commune.

La proposition de mise en œuvre du projet :

Sur 2027 : audit/diagnostic des supports et pratiques existants
consultation des publics : habitants, associations, agents, élus, partenaires….
élaboration de la stratégie de communication 2026-2032.

En 2028 à 2032 : mise en place d'un calendrier éditorial partagé,
définition d'un circuit de validation,
déploiement des outils communs.

Pour cela, il est proposé de recruter un stagiaire en Master 2 communication pour 6 mois.
Deux écoles ont été ciblées pour l'instant l'IRCOM et l'UCO.
Le budget prévisionnel est estimé à 3 960 € net, sachant qu'il n'y a pas de cotisations à payer pour un stagiaire.

Martine CHAUVIN souligne qu'il y a aussi toutes les personnes qui n'utilisent pas Intra Muros, ni les Beaulieu Infos et qu'il faut travailler le comment réussir à les toucher.

Jean-Paul GUINEBRETIERE souligne qu'il y a aussi des réseaux sociaux non utilisés actuellement.

Marc JARDIN attend que le stagiaire soit force de propositions.

Didier PETIT s'inquiète l'espace géographique de la mairie pour l'accueillir, espace déjà contraint.

Martine CHAUVIN rappelle un point de vigilance à l'égard des agents travaillant actuellement sur la communication, en termes de respect de leur travail.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, valident à l'unanimité (15 voix) le principe et autorisent le Maire ou un Adjoint à signer tous les documents nécessaires pour la mise en œuvre de la délibération et à prévoir les crédits nécessaires.**

## 25– Comptes-rendus des commissions communales

*Information écrite a été donnée à tous les élus sur ce chapitre.*

- **Commission Voirie Bâtiments Espaces Verts :**

La prochaine réunion aura lieu le 12/10/2026 à 19h00.

- **Commission Aménagement Développement :**

Les dates pour la concertation sur le projet d'extension de l'Actiparc :

Le 21/10/2026 à 20h : réunion publique
Le 06/11/2026 de 18h à 20 : permanence de concertation
Le 07/11/2026 de 09h30 à 12h30 : permanence de concertation.

Tableau des DIA non préemptées.

- **Commission Education Enfance Jeunesse :**

La dernière commission a accueilli Marc JARDIN. Martine CHAUVIN y a présenté la feuille de route avec le plan d'action des 5 items à savoir :

Le lien avec les écoles,
Les services périscolaires,
Les jeunes,
L'appui à la parentalité,
Les animations.

Le prochain **chantier jeunes** a reçu un vif succès, 8 jeunes étaient présents à la réunion de présentation. Il commercera le 19 octobre.

**Familles rurales :** une AG extraordinaire s'est tenue le 30 septembre. Une inquiétude demeure sur l'implication des parents dans le Conseil d'Administration.

**Le groupe menu** s'est tenu le 29 septembre mais aucune famille ne s'est déplacée.

- **Commission Animation Locale, Entraide, Communication :**

***Rassemblement des Beaulieu de France** : A l'occasion de la 26ème édition du rassemblement des « Beaulieu de France », une délégation de 23 habitants de notre commune s'est rendue à Beaulieu dans l'Orne. . Lors de l' assemblée générale, il a été décidé que Beaulieu sous la Roche accueillera la prochaine édition. Cette 27ème rencontre se tiendra les 11 et 12 septembre 2027.

Signe de l'engouement suscité par cet évènement, un groupe de passionnés de la commune projette déjà de s'y rendre en vélo.

***Anniversaire d'un centenaire** : Martine CHAUVIN et Sandra GAULTIER sont allées souhaiter l'anniversaire de M MARTINEAU Eugène à l'EPHAD.

*** Manifestation « ça roule ma poule »**

L'évènement s'est déroulé sous les meilleurs auspices. L'ensemble des participants et les personnes tenant les stands ont exprimé leur satisfaction face au succès de cette animation ludique et conviviale.

*** Gravelman**

Pour sa 1ère édition, le Gravelman a rencontré un vif succès en rassemblant 370 cyclistes adeptes de Gravel ou vélo de route. Différents itinéraires adaptés aux envies de chacun étaient proposés : 60kms, 120 kms, 200kms, 350 et 500kms

Rendez-vous l'année prochaine du 17 au 19 septembre 2027.

## 19 – Questions diverses

- Le samedi 10/10/2026 : anniversaire de BTA, inauguration de l'exposition des 50 ans.
- Liste des joies et hommages
- La liste des arrêtés réalisés depuis le dernier Conseil Municipal est présentée.

**Prochaines séances du Conseil Municipal à 20h le 02 novembre et le 30 novembre (à la place de décembre).**

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 22h32*